



**Jeudi 29 novembre 1956,
à 15 h. 10**

New-York

SOMMAIRE

Page

Point 26 de l'ordre du jour:

Programmes d'assistance technique (*suite*):

a) Rapport du Conseil économique et social (*suite*)... 15

Président: M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR

Programmes d'assistance technique (*suite*):

**a) Rapport du Conseil économique et social
(A/3154, A/C.2/189 et Add.1, A/C.2/L.283)
[*suite*]**

1. M. VALLADARES (Brésil) constate que le programme ordinaire et le Programme élargi d'assistance technique constituent maintenant un plan général qui unit toutes les parties du monde. Tout en appuyant avec enthousiasme l'idée de l'assistance technique, les pays sous-développés craignaient qu'elle ne dissimulât la véritable nature du problème, c'est-à-dire la nécessité d'accroître le volume des investissements. Les pays les plus avancés ont tendance à aider les plus pauvres de la manière la moins coûteuse — par la transmission des connaissances techniques et autres. Une telle forme d'assistance a heureusement l'avantage d'enrichir les connaissances du pays qui la donne comme de celui qui la reçoit.

2. Malgré les difficultés administratives résultant de la grande variété des devises et des services, le système d'assistance technique tel qu'il se présente actuellement fonctionne de façon satisfaisante. Tant que l'on maintiendra le principe de l'universalité des contributions, il faudra trouver le moyen d'aider les pays sous-développés à acquitter leurs versements.

3. Le Brésil attache une importance particulière à trois projets: l'Ecole brésilienne d'administration publique de Rio-de-Janeiro, financée par l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement brésilien, le programme de formation industrielle, financé par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'industrie brésilienne, et le cours accéléré organisé par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) à Rio-de-Janeiro pour la formation de spécialistes des programmes de développement économique. Le Gouvernement brésilien souhaite que ce cours devienne régulier car le développement économique du Brésil exige un nombre croissant d'économistes capables d'élaborer des programmes.

4. Les craintes exprimées récemment devant le Comité de l'assistance technique (CAT) au sujet d'une prétendue décentralisation excessive de l'assistance technique sont exagérées. Le Brésil a toujours grandement apprécié la collaboration de la CEPAL, qui se trouve en contact permanent avec les problèmes et les difficultés que l'assistance technique est à même de résoudre.

5. Il est nécessaire de coordonner entre elles les activités des autorités et des organismes gouvernementaux des pays bénéficiaires de l'assistance technique ainsi que les travaux des experts étrangers et ceux de ces autorités et organismes locaux.

6. Il faudrait également assurer une coordination plus étroite entre les programmes d'assistance technique et les opérations de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. La procédure selon laquelle la Banque étudie non seulement les probabilités de remboursement mais aussi l'intérêt technique et économique de chaque projet préparé avec l'assistance technique des institutions spécialisées nuit au prestige de l'Administration de l'assistance technique (AAT) et constitue un double emploi évident.

7. Le principe de l'universalité et de la proportionnalité des contributions au Programme élargi, si souhaitable qu'il soit du point de vue moral, ne tient pas compte de la réalité économique et tend à limiter la portée des programmes puisque les contributions des pays sous-développés sont nécessairement réduites. C'est la raison pour laquelle les chiffres globaux du programme d'assistance technique se maintiennent à un niveau modeste depuis plusieurs années, malgré le besoin croissant d'aide des pays qui doivent assurer le passage difficile d'une économie arriérée à un développement technique rapide.

8. Il faut attribuer une importance capitale à la détermination de la forme et du rythme d'industrialisation les mieux adaptés aux besoins des pays sous-développés. Aussi la délégation du Brésil apporte-t-elle tout son appui aux propositions présentées par le Secrétaire général sur l'industrialisation et la productivité à la vingt-deuxième session du Conseil économique et social (E/2895).

9. La récente décision de créer l'Agence internationale de l'énergie atomique ouvre à l'assistance technique un domaine nouveau et important. Il est extrêmement souhaitable que l'on ménage une coordination étroite entre l'AAT et l'Agence. C'est avant tout l'insuffisance des sources d'énergie qui a retardé l'essor économique de tant de régions sous-développées.

10. M. MOLDOVAN (Roumanie) tient à signaler particulièrement l'extension constante du domaine de l'assistance technique, due notamment à l'importante augmentation de la production des pays sous-développés où, depuis la fin de la guerre, les investissements se sont accrus. Seule l'industrialisation permettra aux pays sous-développés d'élever le niveau de leur production de manière efficace. Pourtant, la production des industries manufacturières des pays sous-développés, considérée dans son ensemble, ne constitue que 5 pour 100 de la production globale du secteur privé. Les possibilités de développement sont grandes; c'est pourquoi il convient d'entreprendre des études sur l'utilisation la plus rationnelle des ressources nationales et de former des techniciens qui veilleront à l'exécution

des programmes de développement économique. A ce propos, il convient de se féliciter de l'activité des commissions régionales. Les besoins, si variés, des pays sous-développés sont également satisfaits en partie grâce aux programmes d'assistance technique. Le nouveau système qui veut que les gouvernements établissent eux-mêmes leurs plans nationaux, de concert avec les représentants résidents, représente une amélioration, car le plus grand nombre des projets sont ainsi consacrés aux besoins les plus urgents des pays bénéficiaires.

11. Malheureusement, les sommes affectées au développement industriel représentent toujours moins de 10 pour 100 du montant total des fonds alloués, ce qui est insuffisant. Les crédits de matériel et de fournitures, en dépit d'une légère augmentation, ne représentaient que 11 pour 100 du total en 1955, contre 60 pour 100 pour les crédits affectés à l'envoi d'experts. Au cours de la discussion sur les allocations de fonds, plusieurs représentants ont fait valoir que le pourcentage des sommes affectées au matériel et aux fournitures était faible parce que cette forme d'assistance n'était pas destinée à répondre à des besoins essentiels. Cela est exact, mais le travail des experts serait plus profitable s'il disposaient d'un matériel technique plus abondant.

12. Il faut accorder une attention particulière à la formation d'experts qui soient des ressortissants de pays bénéficiaires et l'on pourrait prévoir à cet effet des bourses de perfectionnement.

13. A sa vingt-deuxième session, le Conseil économique et social a décidé que le montant du Fonds de roulement et de réserve serait fixé chaque année et qu'il serait de 12 millions de dollars pour 1956. Cette décision est logique et fondée. Mais les crédits alloués au Fonds de roulement et de réserve et à la réserve spéciale pour les cas d'urgence représentent 46,3 pour 100 des contributions totales de sorte qu'il y a moins de fonds disponibles pour les pays qui demandent une assistance. Il convient donc de revoir cet aspect du budget.

14. M. Moldovan note avec satisfaction, dans le rapport du Conseil économique et social (A/3154) et dans les documents publiés par le Bureau de l'assistance technique (BAT), que l'on s'est efforcé d'assurer le plein emploi des contributions. Il apparaît d'ailleurs que l'utilisation des contributions ne soulève aucune difficulté qui puisse obliger à modifier les principes fondamentaux de l'assistance technique. La résolution 623 B II (XXII) est donc malvenue. Les représentants de certains pays dont les contributions avaient été temporairement inutilisées, ont fait observer que celles-ci avaient, depuis, reçu une affectation et que la demande avait excédé l'offre. Par exemple, alors qu'en 1954 la contribution tchécoslovaque n'avait pas été utilisée parce que l'on était insuffisamment informé du potentiel d'assistance technique de la Tchécoslovaquie, toutes les contributions ultérieures de ce pays ont été entièrement utilisées. De son côté, la Roumanie qui a versé en 1956 les 100.000 lei annoncés en 1955, n'a reçu aucune indication sur les projets pour lesquels elle a accordé une assistance ou sur les demandes d'experts. En conséquence la Roumanie a jusqu'ici éprouvé quelque difficulté à faire des propositions sur l'utilisation de sa contribution.

15. Le facteur décisif, en ce qui concerne l'utilisation des fonds, n'est pas que les contributions soient payées en monnaie convertible ou non convertible. Il existe d'autres facteurs beaucoup plus importants : par exemple une connaissance plus complète des possibilités de chaque pays, une meilleure répartition par le BAT

des contributions nationales en vue de leur utilisation par les institutions spécialisées, la fourniture en temps utile de renseignements sur les projets approuvés.

16. M. Moldovan ne voit pas l'utilité de la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social, qui est contraire à certains principes fondamentaux du programme d'assistance technique et qui pourrait avoir sur celui-ci des répercussions fâcheuses. Tout d'abord, certains Etats qui versent actuellement des contributions importantes pourraient avoir tendance à les réduire à cause du paragraphe 3. En outre, certains gouvernements pourraient éprouver des craintes sérieuses, car si leurs contributions ne sont pas utilisées ils devront chercher les moyens de se procurer des devises étrangères. La résolution est également contraire à l'un des principes fondamentaux qui sont énoncés dans la résolution 222 (IX) du Conseil, savoir que les Etats sont entièrement libres de participer au Programme de la manière qui leur paraît la meilleure. Ce principe est l'une des principales raisons du bon accueil que le Programme a reçu : presque tous les Etats préfèrent apporter leur contribution dans leur monnaie nationale, qu'ils utilisent pour fournir des services, des bourses de perfectionnement ou du matériel. La délégation roumaine est donc opposée à la résolution 623 B III (XXII) du Conseil.

17. M. Moldovan présente alors le projet de résolution commun de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie (A/C.2/L.283).

18. M. O'NAGHTEN (Cuba) souhaite une chaleureuse bienvenue aux nouveaux membres de la Commission, en particulier à l'Espagne, à laquelle le quart des Etats représentés à la Commission doivent leur race, leur religion, leur culture et leur langue, ainsi qu'à l'Irlande, qui est un jeune Etat dans l'histoire contemporaine, mais dont on connaît l'importance en tant que nation dépositaire de la civilisation européenne après la chute de l'Empire romain, et l'œuvre évangélicatrice et éducative au cours des siècles qui ont suivi. La contribution de ces nouveaux membres à l'examen du point en discussion sera particulièrement utile. Leur présence à l'Assemblée générale, au Conseil économique et social et au CAT les fera participer directement à l'étude et à l'élaboration de la politique à suivre en matière d'assistance technique, ce qui permettra de remédier dans une large mesure à l'inconvénient provenant de ce que certains pays, tout en contribuant au Programme élargi, ou en étant bénéficiaires, ne pouvaient pas faire profiter les autres de leurs connaissances et de leur expérience.

19. La délégation cubaine a toujours suivi de très près l'exécution des programmes d'assistance technique, car l'assistance technique constitue le premier stade — parfois aussi le plus difficile — de la mise en œuvre d'un programme coordonné et efficace de développement économique.

20. M. O'Naghten félicite le BAT de l'excellent travail qu'il a accompli. Les résultats favorables que les programmes ont permis d'obtenir s'expliquent d'eux-mêmes. Le Programme élargi, qui a dépassé le stade expérimental constitue maintenant, dans bien des pays, un élément positif de la planification et de l'exécution des programmes de développement économique.

21. Il est satisfaisant de constater que les dépenses d'administration du programme ordinaire ont continué de diminuer. Le programme ordinaire d'assistance technique en matière d'administration publique suscite cependant certaines inquiétudes. Bien que les budgets de l'Organisation des Nations Unies et du Programme

élargi aient augmenté chaque année, les sommes prévues pour la branche d'administration publique en 1957 seront les mêmes que pour les six années qui viennent de s'écouler alors qu'il faudra compter avec les demandes de 19 nouveaux Membres. La délégation de Cuba ne peut donc qu'appuyer la demande du Secrétaire général tendant à augmenter les fonds destinés à l'assistance technique en matière d'administration publique (A/C.2/189 et Add.1).

22. M. SARWAR (Afghanistan), après avoir souligné l'importance du rôle que jouent les programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies dans le développement économique et social des pays sous-développés, déclare que l'assistance technique reçue par son pays fait partie intégrante des plans de développement économique de l'Afghanistan et qu'elle intéresse les domaines suivants: planification de l'économie, services de statistiques, recherches géologiques, aménagement des collectivités, artisanat, agriculture et santé publique.

23. On a certes obtenu jusqu'à présent des résultats importants malgré les ressources limitées dont on disposait, mais l'aide apportée aux pays sous-développés ne permet de répondre aux besoins réels que dans une mesure très réduite, ainsi qu'il ressort du rapport du Conseil économique et social et du rapport du BAT intitulé *Perspectives d'avenir* (E/2885-E/TAC/49). L'importance des programmes doit être encore accrue et les contributions, notamment celles des pays les plus avancés, doivent être portées à un montant bien supérieur.

24. L'assistance technique doit être assez souple pour s'adapter à des milieux différents et à des besoins variables. C'est pour cette raison que l'on a institué le système dit des programmes par pays. Il est heureux que les contributions aient augmenté et le fait que le Fonds de roulement et de réserve ait atteint le montant prescrit de 12 millions de dollars est une nouvelle preuve de vitalité. La question de la convertibilité gêne encore l'exécution des programmes, mais il doit être possible de la résoudre efficacement sur la base des recommandations formulées à ce sujet dans la résolution 623 (XXII) du Conseil.

25. Le problème du recrutement soulève également des difficultés. Il y a lieu de hâter les mesures prises en vue d'offrir une carrière aux spécialistes employés à l'exécution des programmes. L'assistance technique ne donnera ce qu'elle a permis d'espérer que si l'on peut recruter dans les différents pays les meilleurs agents possibles.

26. Les projets d'assistance technique se heurtent également à un sérieux obstacle: le manque de soutien logistique. De nombreux pays n'ont pas la possibilité de fournir aux missions les moyens essentiels dont elles ont besoin. Toute la question demande à être étudiée.

27. Il y a lieu d'accorder plus d'attention à l'évaluation des programmes d'assistance technique. Il pourrait en résulter, au début, un accroissement des dépenses d'administration, mais cela permettrait en fin de compte de réaliser des économies. Il faut donc mettre au point des procédés permettant d'effectuer des évaluations objectives, de façon que les ressources limitées dont on dispose soient utilisées au mieux.

28. La coordination pose aussi des problèmes. De grands progrès ont été accomplis, à cet égard, par toutes les institutions, commissions régionales et services centraux intéressés, mais il y a encore place pour d'autres améliorations.

29. Les projets régionaux sont mieux faits que des programmes limités à un seul pays pour aider à réaliser un développement rapide et équilibré. Souvent ils contribuent à faire disparaître les différences entre Etats. La Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO) a joué à cet égard un rôle d'une importance considérable.

30. A l'heure actuelle, la tendance est de déterminer l'importance de l'assistance technique accordée à chaque pays d'après l'étendue de l'aide fournie l'année précédente. Cette rigidité fait que les programmes d'assistance technique répondent moins aux possibilités de développement qu'ils ne pourraient le faire dans d'autres conditions. Il serait plus raisonnable de concentrer les ressources dont on dispose sur les régions où les besoins sont les plus grands et où l'on pourrait obtenir les meilleurs résultats.

31. La délégation de l'Afghanistan ne s'inquiète pas outre mesure des insuffisances que présentent les programmes d'assistance technique. Elle ne doute pas qu'en fin de compte, ces programmes ne rendent les plus grands services aux pays qui en ont le plus besoin.

32. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que l'Union soviétique a toujours eu une attitude positive à l'égard des programmes d'assistance technique des Nations Unies. Le 17 octobre 1956, à la septième Conférence de l'assistance technique des Nations Unies, la délégation de l'URSS a annoncé que l'Union soviétique était prête à verser pour l'exécution du Programme élargi en 1957 une nouvelle contribution de 4 millions de roubles. Le progrès des pays sous-développés a été gêné par leur manque de techniciens expérimentés, insuffisance qui, souvent, est la séquelle de leur passé colonial. On sait, par exemple, que pendant la domination qu'ils ont exercée 80 ans sur l'Égypte, les colonialistes se sont toujours opposés à la formation de pilotes du canal égyptiens. Les représentants de l'Inde et de l'Afghanistan ont souligné la nécessité de former des techniciens et recommandé en particulier la création de véritables centres de formation dans les pays sous-développés. L'institut supérieur de technologie à Bombay en est un très bel exemple. L'Union soviétique a réservé 200 bourses de perfectionnement pour la formation spécialisée d'étudiants venus des pays sous-développés et elle est disposée à accroître considérablement le nombre des spécialistes affectés dans ces pays à des travaux d'assistance technique. Elle est également prête à mettre à la disposition des pays sous-développés son expérience de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et, en janvier 1955, le Conseil des ministres de l'URSS a adopté une résolution concernant l'assistance fournie par l'Union soviétique à d'autres pays pour favoriser les recherches sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques dans les domaines de la technique, de la science et de l'industrie. L'année précédente, à la dixième session de la CEAEO, le représentant de l'Union soviétique a fait savoir que son pays était disposé à recevoir des boursiers et des étudiants qui pourraient suivre les cours de l'Université. Ces boursiers et étudiants bénéficieraient de la gratuité de l'enseignement; ils recevraient des allocations pour l'achat de livres, et se verraient offrir, en outre, à titre gratuit, des soins médicaux, des logements, etc.

33. La délégation de l'URSS note avec satisfaction l'expansion des programmes d'assistance technique et l'accroissement des contributions, mais elle estime indispensable, néanmoins, d'attirer l'attention de la Com-

mission sur certains faits regrettables, dont le plus remarquable est la violation du principe d'universalité qui est à la base du programme. La République démocratique allemande a offert la somme de 400.000 marks allemands, soit 180.000 dollars, comme contribution au Programme élargi et a fait savoir qu'elle fournirait volontiers des experts et du matériel et qu'elle acceptait d'accueillir des stagiaires venant des pays sous-développés. Cependant, le Secrétaire général a refusé cette contribution et il n'a pas invité la République démocratique allemande à la Conférence de l'assistance technique relative aux promesses de contributions d'octobre 1956, alors qu'il a invité des Etats comme Monaco et le Vatican. L'attitude du Secrétaire général est un exemple frappant de favoritisme à l'égard de la République fédérale d'Allemagne et de discrimination contre la République démocratique allemande.

34. Le montant élevé des dépenses d'administration des programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies est un autre de leurs défauts. Sur un budget total d'environ 30 millions de dollars pour 1957, les dépenses d'administration du Programme élargi s'élèveront à 1.755.400 dollars, les services d'exécution coûteront 2.258.200 dollars et le secrétariat du BAT dépensera 1.825.100 dollars, soit au total 5.838.700 dollars. En d'autres termes, les frais généraux s'élèveront à 18,2 pour 100 des ressources totales. Il convient de rappeler que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que les frais généraux ne dépassent pas 12 pour 100 des ressources disponibles.

35. Un autre principe des programmes d'assistance technique, celui de la participation volontaire, a été violé, lorsque le Conseil économique et social a adopté, à sa vingt-deuxième session, la résolution 623 B III (XXII) sur l'utilisation des monnaies. Cette résolution, présentée par les Gouvernements des Etats-Unis et du Canada, vise à imposer le versement en devises convertibles de la fraction des contributions qui dépasse l'équivalent de 500.000 dollars. En dépit de l'opposition de plusieurs délégations, la résolution a été adoptée. Cependant, à la Conférence de l'assistance technique d'octobre 1956, 56 pays ont offert des contributions dans leur monnaie nationale et 40 monnaies différentes ont été proposées. Il est contraire au principe des contributions volontaires de stipuler que les contributions doivent être versées en dollars.

36. C'est pourquoi l'Union soviétique se félicite du projet de résolution présenté par la Tchécoslovaquie et la Roumanie car il vise à supprimer les paragraphes inacceptables de la résolution en question, à savoir les paragraphes 2, 3 et 4, et à inviter le Conseil à procéder à un nouvel examen de la question de l'utilisation des monnaies conformément aux principes définis dans la résolution 222 A (IX) du Conseil. La délégation soviétique espère que les autres délégations appuieront également ce projet de résolution commun.

37. M. ISIK (Turquie) fait valoir que si les discussions des Nations Unies concernant l'assistance technique n'ont rien de spectaculaire, les services rendus par l'assistance technique à bon nombre de pays sont des plus importants. Les membres de la Commission ne doivent pas oublier qu'ils sont au service d'une cause qui dépasse l'intérêt de leur propre pays. Mais cela ne veut pas dire qu'ils doivent s'abstenir de citer des exemples d'assistance technique empruntés à leur propre pays; au contraire, des exposés de ce genre peuvent aider les membres de la Commission à se faire une meilleure vue d'ensemble de la situation.

38. Lorsqu'on envisage la question de l'assistance technique, on constate que les besoins dépassent de beaucoup les modestes ressources disponibles. Il faudrait donc trouver le moyen d'accroître ces ressources et de les utiliser le plus judicieusement possible.

39. On ne peut que se féliciter de l'accroissement des contributions volontaires. Il est très important que les contributions soient versées régulièrement car la mise en œuvre efficace des programmes annuels en dépend directement. M. Isik rend hommage à l'esprit de solidarité internationale que manifestent notamment les pays qui ne reçoivent aucune assistance technique directe, mais qui apportent leur contribution aux fonds d'assistance technique sans arrière-pensée politique. Cependant, les contributions volontaires, même accrues, ne suffisent pas. Il faudrait étudier la possibilité d'affecter à l'assistance technique des fonds plus importants provenant du budget de l'Organisation. La délégation turque appuie donc la proposition visant à ouvrir des crédits supplémentaires pour l'assistance technique en matière d'administration publique, en augmentant le budget du programme ordinaire. Un accroissement analogue du budget de l'Organisation pour les autres formes d'assistance technique, notamment dans le domaine de l'industrialisation, pourrait être également envisagé. M. Isik félicite les agents responsables de la gestion des fonds de leur excellent travail et des efforts qu'ils ont faits pour réduire les dépenses d'administration.

40. La forme sous laquelle doit être fournie l'assistance technique — envoi d'experts, octroi de bourses ou fourniture de matériel — ne peut pas être déterminée à l'avance d'une manière générale. Ce qui compte, c'est la qualité du travail accompli. La forme de l'assistance technique doit être déterminée séparément pour chaque cas d'espèce. Le recrutement d'experts pose souvent des problèmes délicats. Les experts doivent posséder bien d'autres qualités que leur compétence technique, et les administrateurs des programmes, en dépit de leur grande expérience, semblent avoir encore quelques difficultés de recrutement. Il est satisfaisant d'apprendre qu'ils n'ont pas l'intention d'engager des experts uniquement dans les pays industriels. Il faut espérer que les gouvernements, de leur côté, ne conserveront pas jalousement leurs experts, mais leur permettront d'aller travailler dans des régions où leurs services sont encore plus indispensables que dans leur propre pays.

41. Sous forme de bourses de perfectionnement, l'assistance technique est d'une valeur inestimable et doit être pratiquée le plus possible. Les boursiers acquièrent non seulement une formation spécialisée, mais également une connaissance des autres pays qui favorise grandement la compréhension internationale. Les difficultés de langue sont souvent un obstacle et il serait utile d'examiner cette question de façon plus approfondie. Il convient également de ne pas négliger l'assistance technique sous forme de fourniture de matériel.

42. Le système d'allocation des fonds n'est pas parfait, mais, d'une façon générale, il semble impartial et fonctionne, en pratique, de manière satisfaisante.

43. Pour terminer, M. Isik remercie, au nom de sa délégation, M. Owen, M. Keenleyside et leurs collaborateurs, ainsi que les institutions spécialisées, de l'excellent travail qu'ils ont accompli.

44. M. OWEN (Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique), précise, à l'intention du représentant de l'Union soviétique, que les conditions de la convocation de la conférence relative aux promesses de

contributions avaient été définies dans la résolution 222 (IX) du Conseil économique et social, qui priait le Secrétaire général "d'y inviter, en leur conférant le droit de vote, tous les Etats Membres des Nations Unies et tous autres gouvernements membres de toute institution spécialisée participant au Programme". La République fédérale d'Allemagne est membre de sept des huit institutions participant au Programme élargi alors que la République démocratique allemande n'est membre d'aucune. Monaco est membre de trois des organisations participantes, et le Vatican est membre de l'une d'entre elles.

45. M. CHAUVET (Haïti) conteste que l'Union soviétique, comme l'a déclaré son représentant, ait toujours donné son appui aux programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies.

46. M. SAKSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) remercie M. Owen des éclaircissements qu'il a fournis, mais persiste à penser que l'on a mis des obstacles artificiels à l'accroissement du nombre des pays contributeurs, notamment dans le cas de la République démocratique allemande.

47. En réponse au représentant d'Haïti, il indique que depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, l'Union soviétique a toujours contribué au budget de l'Organisation, dont une partie est consacrée au programme ordinaire d'assistance technique. Depuis 1953, son pays participe activement au Programme élargi. Il fait remarquer aux membres de la Commission que tout ce que le représentant d'Haïti a dit a déjà paru dans le *New York Times* en janvier 1956.

La séance est levée à 17 h. 10.

